

La fin des illusions

Crise grecque, drame des migrants, montée des populismes, menace de « Brexit »... A Bruxelles, les « européistes » ne cachent plus leur crainte de la « désintégration » de l'Union européenne

CÉCILE DUCOURTIEUX
BRUXELLES - bureau européen

Strasbourg, un soir de semaine au Parlement européen. Martin Schulz, le président de l'institution, prend un verre avec les journalistes encore présents. Ce 19 janvier a eu lieu l'audition en plénière de la première ministre polonaise, Beata Szydlo. Victoire par K.O. de la représentante du nouveau parti au pouvoir à Varsovie, aux tendances autoritaires très marquées, contre des eurodéputés démunis face à sa rhétorique efficace. Tout le monde est un peu groggy.

M. Schulz prend la parole, c'est l'heure des vœux et des suppliques. « Il faut que vous, les médias, nous aidiez à remobiliser le camp des oui à l'Europe, on ne l'entend plus », lance le social-démocrate allemand. Suit une séance de selfies, et le président repart prestement en réunion.

Avec ses vingt-deux ans d'eurodéputé au compteur, cet infatigable défenseur de la démocratie européenne incarne à merveille le camp des « européistes » - ces chevaliers de la nécessité et de la grandeur du projet européen. Mais les membres du « club » vont mal.

Désormais, eux aussi doutent. Crise grecque, crise des migrants, montée des populismes, fossé politique et culturel béant entre l'Ouest et l'Est, le Nord et le Sud, risque de « Brexit »... Presque tous disent aujourd'hui leur réelle crainte de la « désintégration ».

Le dîner entre le président Hollande et la chancelière Merkel, dimanche 7 février, au Pont Corbeau, une bonne table strasbourgeoise, suffira-t-il à calmer leurs angoisses ? Sûrement pas. Le couple franco-allemand a juste fait le point sur les dossiers européens les plus brûlants.

LES DERNIÈRES CERTITUDES ÉBRANLÉES

Dans la bulle bruxelloise, où tout le monde adhère peu ou prou au projet (« On ne vient pas ici par hasard », répète-t-on souvent ici), le désarroi est palpable. Les fonctionnaires, diplomates, journalistes sont tous entrés à reculons dans cette année 2016, qu'ils envisagent déjà comme un prolongement de l'annus horribilis 2015.

Ce qui les tétanise, c'est l'impopularité de « leur » Union. Quoi qu'ils disent, les opinions publiques ne suivent plus. Les référendums sur l'Europe se succèdent et se ressemblent : après les non grec et danois en 2015, ce sont les non néerlandais (en avril) et surtout britannique qu'ils redoutent. L'Europe libérale, démocratique, ouverte, plus personne ne semble vouloir l'acheter.

« L'Europe, c'est la grande affaire de ma vie, mais pour la première fois, je suis inquiet. Je ne vois pas la dynamique qui va nous sortir de là », lâche le belge libéral Gérard Deprez, pourtant élu pour la première fois à Strasbourg en 1984. « Je ne suis pas d'un naturel pessimiste, je n'ai pas le droit de l'être, je suis dans le match, relève Alain Lamassoure, autre poids lourd du Parlement, où il est chef de file des Républicains. Mais avouons qu'on est dans le pot au noir. » « L'heure est très grave. Pour l'Europe mais aussi pour la démocratie », selon Philippe Lamberts, figure de proue des Verts à Strasbourg. Comme beaucoup, il cite les années 1930, et sa peur d'une reproduction de l'histoire.

Les précédentes crises n'avaient pas été vécues de la même façon, même si, comme le soulignent nos interlocuteurs, elles ont « préparé le terrain ». Ainsi du non français à la

Constitution européenne de 2005, considéré comme une des premières expressions du divorce entre les citoyens et Bruxelles.

La crise financière, avec la mise sous tutelle du Portugal, de l'Espagne ou de la Grèce ? « Il y a eu une cassure quand les Allemands ont imposé leur solution : l'austérité. Ce traitement des pays méridionaux a cassé quelque chose dans la solidarité entre membres de l'Union, cela inspire l'Europe de l'Est aujourd'hui », constate un diplomate. « C'était juste une histoire d'argent. Il fallait en trouver, cela a été dur, mais c'était moins émotionnel qu'aujourd'hui », estime une journaliste vétérane de la presse bruxelloise.

Le dernier sauvetage en date de la Grèce, l'été 2015, a laissé un goût amer, même aux moins angéliques, qui dénonçaient avec véhémence les faiblesses du pays. Ils ont retenu l'humiliation faite au premier ministre de la gauche radicale, Alexis Tsipras, qui a dû abandonner en rase campagne ses velléités de changer l'Europe pour éviter la sortie de la Grèce de la zone euro.

La crise des migrants ébranle les dernières certitudes. Les européistes de l'Ouest constatent qu'à l'Est les gouvernements hongrois, polonais, slovaque ou tchèque refusent de recueillir des réfugiés, au motif qu'ils sont musulmans. Qu'ils tiennent des discours carrément xénophobes, dénonçant les « leçons de morale » d'Angela Merkel, qui a créé un appel d'air formidable, fin août 2015, en ouvrant grand les bras aux réfugiés syriens. Qu'ils réclament l'isolement de la Grèce, par laquelle arrive l'essentiel des flux.

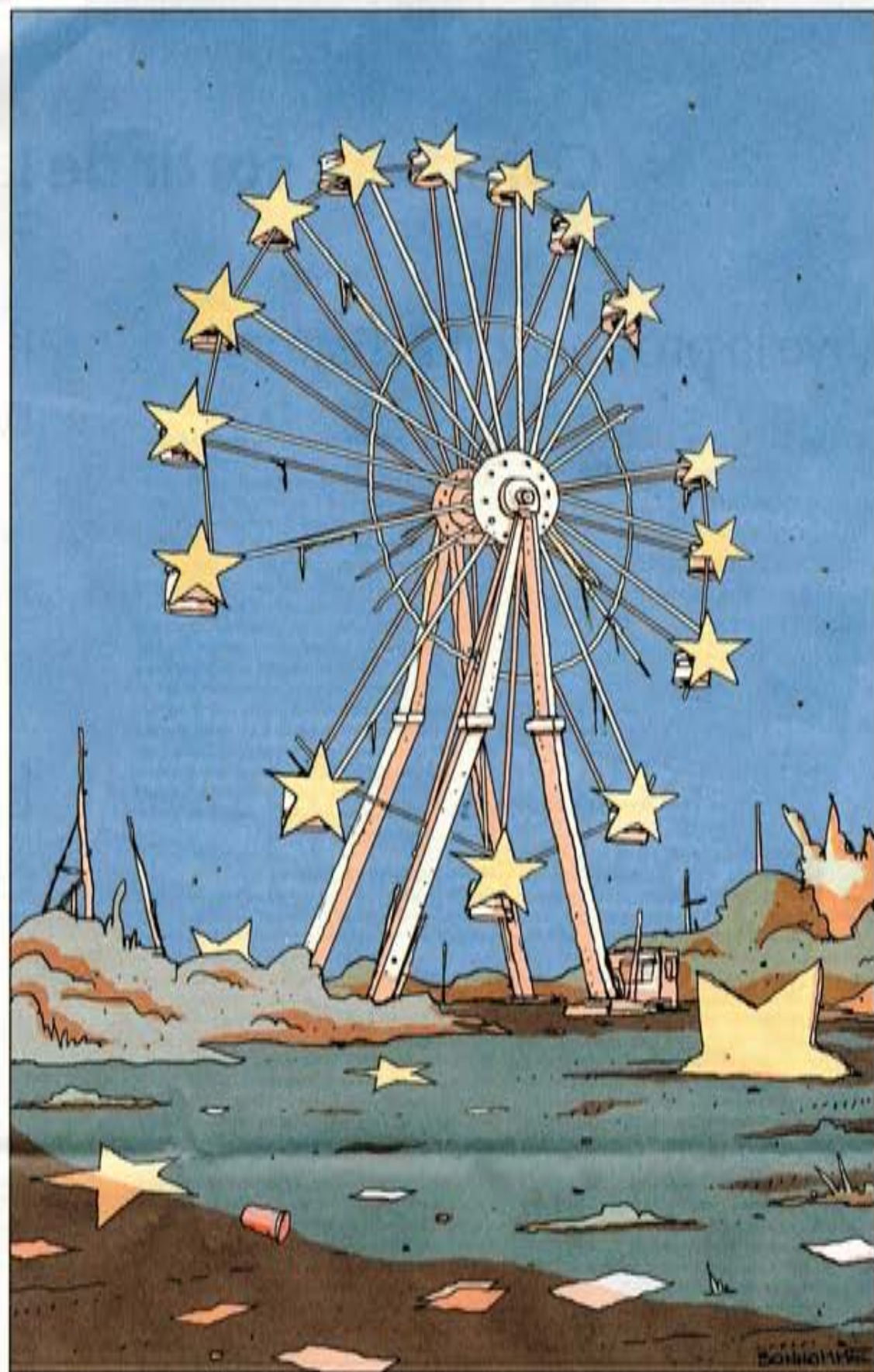
Mais à l'Ouest aussi, déstabilisés par des partis populistes de plus en plus véhéments, les gouvernements commencent à filtrer les passages à leurs frontières. Tant pis pour le traité de libre circulation de Schengen. « Je n'ai jamais vécu une telle absence de solidarité entre les pays européens. On a l'impression qu'il n'y a plus rien hormis les égoïsmes nationaux », témoignent plusieurs diplomates. « Personne n'a de bonnes solutions pour limiter les flux de réfugiés, les réponses sont forcément dures », conviennent d'autres diplomates.

Ce qui se passe en Pologne plombe encore l'ambiance, rond-point Schuman, centre névralgique du quartier européen, au cœur de Bruxelles. Après la Hongrie, Varsovie défie à son tour l'UE avec des lois allant contre l'état de droit. « La liberté n'a jamais été sous une aussi intense pression, elle risque de reculer partout », s'inquiète un décideur européen de haut rang.

Quant au risque de « Brexit », la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en cas de victoire du non au référendum promis par le premier ministre David Cameron, il tétanise. Les Britanniques ont beau être considérés comme des enfants gâtés de l'UE, ce serait « un cataclysme », « le début du démantèlement », « ce serait terrible », estiment plusieurs diplomates et responsables européens.

Le plus déprimant ? C'est que « personne n'a le GPS pour sortir de la crise », comme le résume Philippe Lamberts. Aucune des solutions proposées par Bruxelles pour endiguer le flot des migrants ne fonctionne. Et l'Europe est cernée par les guerres et la misère : 4 millions de migrants potentiels en Libye, 2,5 millions en Turquie, sans oublier tous ceux qui, au Maghreb, ou ailleurs en Afrique, veulent tenter leur chance sur « l'autoroute » des Balkans.

« Avant, à chaque crise, on se disait qu'on allait rebondir. Aujourd'hui, on est submergé », soupire un diplomate. Il n'y a plus une mais des crises simultanées, toutes graves. Une



OLIVIER BONHOMME

« L'EUROPE, C'EST LA GRANDE AFFAIRE DE MA VIE, MAIS POUR LA PREMIÈRE FOIS, JE SUIS INQUIET. JE NE VOIS PAS LA DYNAMIQUE QUI VA NOUS SORTIR DE LÀ »

GÉRARD DEPREZ
député libéral belge

« polycrise », pour reprendre l'expression de Jean-Claude Juncker, président de la Commission ; morale, existentielle même.

Conséquence directe de cette situation : les institutions européennes ne tournent plus très rond. La Commission joue aux pompiers, multipliant les initiatives dans la crise migratoire (mécanisme de relocalisation des réfugiés, renforcement du corps de gardes-côtes européens, accord avec la Turquie), sans que, sur le terrain, les choses suivent. Gardienne des traités, elle tente de sauver ce qui peut l'être de l'espace Schengen. Quitte à prendre ses ordres à Berlin. Bruxelles sermonne la Pologne, mais pas trop, consciente des limites de l'exercice, une pression trop insistante donnant encore plus de grain à moudre aux eurosceptiques au pouvoir à Varsovie.

« UN ÉLARGISSEMENT MAL RÉFLÉCHI »

Pour éviter l'argument récurrent « c'est la faute à Bruxelles », Jean-Claude Juncker a demandé à ses troupes au début de l'année de raconter des *good stories*, de positiver l'Europe. « Je ne me fais pas trop d'illusions sur 2016, a-t-il cependant lâché, lors de ses vœux, mi-janvier. Je suis impressionné par les fragilités de l'Europe. (...) mais je ne baisserai pas les bras. » Le Conseil européen et son président, le Polonais Donald Tusk, sont critiqués pour avoir multiplié les sommets - douze en 2015! - pour pas grand-chose.

Mais c'est au Parlement européen que le moral est le plus bas. Il est victime de la *better regulation*, la stratégie de la Commission Juncker d'en finir avec la prolifération des directives. Il n'a pratiquement plus de textes à décortiquer. « Heureusement qu'on a encore le traité transatlantique, la commission taxe et la commission d'enquête Volkswagen... », résume Philippe Lamberts.

Pour occuper les élus, Martin Schulz a transformé l'hémicycle strasbourgeois en tribune pour les puissants : le pape, le roi d'Espagne, les premiers ministres hongrois Viktor Orban et polonais Beata Szydlo, etc. Mais les débats tournent souvent à l'avantage des populistes, dont les phrases chocs frappent

les esprits. « Les institutions n'ont pas été faites pour gérer des crises, analyse un diplomate. La Commission est une usine à produire du droit, pas à lutter contre les passeurs de migrants. »

L'heure des remises en cause a sonné. Les rêves fédéralistes ? Envolés. « Tout le monde s'est aperçu qu'à 28 Etats membres, c'est impossible. A six, huit, ou dix peut-être, mais pas à 28 ! », selon un très bon connaisseur de la machine bruxelloise. « On paie un élargissement mal réfléchi à l'Est, l'eurozone à qui il manque la jambe politique, l'espace Schengen dont on a négligé la frontière extérieure », ajoute-t-il. « C'est comme s'il fallait tellement de capital politique pour s'entendre à 28 qu'à chaque grand projet commun on s'arrêterait au milieu du gué », relève un fonctionnaire européen.

Certains se rassurent en disant que la machine institutionnelle a acquis une existence propre, après cinquante ans de production de normes en tout genre. Elle pourrait continuer à ronronner sans impulsion politique, à sanctionner les aides d'Etat illégales, négocier des accords de libre-échange... « L'UE ne peut pas s'effondrer, elle est tricotée trop serrée », veut croire le lobbyiste Marc Paoloni. « Même si c'était le cas, elle se reconstruirait tout de suite dès lors que deux, trois pays se remettraient à coopérer », ajoute cette mémoire de la bulle bruxelloise.

« L'Union telle qu'elle est ne peut plus progresser, il faut sauver ce qui peut l'être », relève Gérard Deprez, traduisant un sentiment très partagé. Le « Brexit » pourrait être l'occasion du rebond, à condition que Berlin et Paris montrent à nouveau la voie. Enfin.

Oseront-ils, le président Hollande et la chancelière Merkel, alors qu'ils vont tous deux entrer dans des années électorales majeures au niveau national ? « Qu'ils passent deux ou trois jours ensemble, et pas seulement quelques heures ! Qu'ils se posent enfin les bonnes questions : où veut-on aller ? Quelle Europe ?... », lâche un diplomate désespéré que Bruxelles parvienne à sortir de son apathie. ■